



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le XXX  
[...] (2011) XXX

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du XXX**

**portant adoption du programme de travail dans le domaine de la communication pour  
l'année 2012 et valant décision de financement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du XXX

**portant adoption du programme de travail dans le domaine de la communication pour l'année 2012 et valant décision de financement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE, Euratom) du Conseil n° 1605/2002 du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes (ci-après le «règlement financier»)<sup>1</sup>, et notamment ses articles 75 et 110,

vu le règlement (CE, Euratom) de la Commission n° 2342/2002 du 23 décembre 2002 établissant les modalités d'exécution du règlement financier (ci-après les «modalités d'exécution»)<sup>2</sup>, et notamment ses articles 90 et 166,

considérant ce qui suit:

- (1) En vertu de l'article 49, paragraphe 6, point d), du règlement financier, les crédits relatifs aux actions de nature ponctuelle, voire permanente, menées par la Commission en vertu de tâches qui découlent de ses prérogatives sur le plan institutionnel en vertu du traité CE et du traité Euratom autres que son droit d'initiative législative visé au point b), ainsi que de compétences spécifiques qui lui sont attribuées directement par ces traités et dont la liste figure dans les modalités d'exécution, peuvent être exécutés sans acte de base.
- (2) La communication est une des tâches de la Commission qui découlent de ses prérogatives sur le plan institutionnel.
- (3) En vertu de l'article 56 du règlement financier, les crédits sont aussi gérés en gestion centralisée indirecte. La preuve de l'existence et du bon fonctionnement des éléments énumérés à l'article 56 du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002, à l'intérieur des entités devant être chargées de l'exécution du budget de l'Union en gestion centralisée indirecte a été obtenue.
- (4) En vertu de l'article 110 du règlement financier et de l'article 166 des modalités d'exécution, le programme de travail est préparé par chaque ordonnateur compétent; il est adopté, publié en début d'exercice et précise l'acte de base, les objectifs, le

---

<sup>1</sup> JO L 248 du 16.9.2002, p. 1. Règlement modifié par le règlement (CE, Euratom) n° 1995/2006 du 13 décembre 2006 (JO L 390 du 30.12.2006, p. 1).

<sup>2</sup> JO L 357 du 31.12.2002, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE, Euratom) n° 478/2007 du 23 avril 2007 (JO L 111 du 28.4.2007, p. 1).

calendrier des appels à propositions avec leur montant indicatif, et les résultats attendus.

- (5) La présente décision attribue une dotation d'un montant total de 103 125 000 EUR au programme de travail pour l'année 2012. Ces crédits peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard<sup>3</sup>.
- (6) La présente décision constitue une décision de financement pour le budget 2012 au sens de l'article 75 du règlement financier, de l'article 90 des modalités d'exécution du règlement financier et de l'article 15 des règles internes sur l'exécution du budget général des Communautés européennes<sup>4</sup>.
- (7) En vertu de l'article 168, paragraphe 1, point c), des modalités d'exécution, des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions au bénéfice d'organismes se trouvant dans une situation de monopole de droit ou de fait.
- (8) En vertu de l'article 181 des modalités d'exécution, le programme de travail précise les subventions pour lesquelles le recours à des financements à taux forfaitaire et à des montants forfaitaires est autorisé,

DÉCIDE:

#### *Article premier*

Le programme de travail pour l'année 2012, destiné à permettre la réalisation du programme de travail dans le domaine de la communication exposé en annexe, est adopté. Il constitue une décision de financement au sens de l'article 75 du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002.

L'exécution de la présente décision est subordonnée à la disponibilité des crédits qui sont prévus dans le projet de budget pour 2012 après l'adoption par l'autorité budgétaire du budget pour 2012 ou qui sont prévus par les douzièmes provisoires.

#### *Article 2*

Le système de gestion instauré par le ou les organismes chargés d'exécuter les fonds de l'Union européenne remplit les conditions de la délégation de tâches en gestion centralisée indirecte. L'exécution budgétaire des tâches relatives aux actions peut donc être confiée à ce ou ces organismes.

#### *Article 3*

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions au bénéfice des organismes se trouvant dans une situation de monopole de droit ou de fait indiqués dans le programme de travail en annexe.

---

<sup>3</sup> Les lignes budgétaires 16 05 01 «L'Europe pour les citoyens» et 16 05 07 01 «Action préparatoire — Année européenne des citoyens (2013)» font l'objet de décisions de financement distinctes.

<sup>4</sup> Règles internes sur l'exécution du budget général des Communautés européennes (section Commission).

#### *Article 4*

Les subventions peuvent être octroyées sous forme de montants forfaitaires ou de financements à taux forfaitaire, dans les conditions et pour les montants exposés dans le programme de travail en annexe.

#### *Article 5*

En tant qu'ordonnateur compétent, le directeur général de la direction générale de la communication est chargé de la publication et de la réalisation du présent programme de travail.

Les modifications aux dotations de chaque chapitre ne dépassant pas 20 % de la contribution maximale autorisée par la présente décision ne sont pas considérées comme substantielles, pour autant qu'elles n'aient pas d'incidence significative sur la nature ou l'objectif du programme de travail. Cela vaut aussi pour l'augmentation de la contribution maximale autorisée par la présente décision, jusqu'à concurrence de 20 %.

L'ordonnateur compétent peut adopter de telles modifications dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le

*Par la Commission*  
*Viviane Reding*  
*Vice-présidente de la Commission*

## ANNEXE

### PROGRAMME DE TRAVAIL DANS LE DOMAINE DE LA COMMUNICATION POUR L'ANNÉE 2012

#### OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Les activités de communication de la Commission relèvent de l'autonomie politique et des prérogatives institutionnelles de l'institution.

Les orientations politiques pour la Commission 2010-2014 présentées par M. Barroso précisent ce qui suit:

- «le dialogue avec les citoyens et les différents acteurs de la société civile, qui est la caractéristique de la Commission actuelle, continuera de revêtir la plus haute importance»;
- «la Commission redoublera d'efforts pour être réellement présente et communiquer sur le terrain dans les États membres et les régions, en partenariat avec le Parlement européen, pour être à l'écoute des citoyens et en prise directe avec leurs questions et leurs préoccupations»;
- «[...] ce fossé ne se comblera pas sans un partenariat étroit avec les autorités nationales et régionales».

L'ensemble des initiatives prises par la Commission contribuent à répondre à ce défi, à travers les principales priorités politiques pour l'Union européenne énoncées par M. Barroso dans son discours sur l'état de l'Union en septembre 2011 et confirmées dans le programme de travail de la Commission pour l'année 2012.

La direction générale (DG) de la communication concentrera les actions de communication de la Commission sur la stratégie «Europe 2020» et assurera la coordination de ces actions. Elle s'attachera tout particulièrement à aider les autres services de la Commission à mieux tenir compte de la stratégie dans leurs activités de communication et à agir en plus étroite coordination en cette matière.

## ANALYSE PAR LIGNE BUDGÉTAIRE

Sauf indication contraire, tous les marchés sont des marchés de services.

### 1.1. Ligne budgétaire 16 02 02 ACTIONS MULTIMÉDIAS

#### 1.1.1. Interventions financées à partir de cette ligne budgétaire

Les actions menées dans ce cadre visent à créer une sphère publique européenne. Elles concernent essentiellement la production et la diffusion de programmes sur des questions relatives à l'Union européenne. Quelques productions internes, ainsi que des actions d'évaluation ou d'analyse du secteur audiovisuel, sont également financées sur cette ligne budgétaire.

#### 1.1.2. Mobilisation des crédits disponibles et modes d'exécution

Les crédits disponibles seront répartis entre les différentes actions et selon les divers modes d'exécution décrits dans le tableau ci-dessous.

**Crédits d'engagement: 30 460 000 EUR**

Action	Budget (en euros)	Mode d'exécution <sup>(*)</sup>	Calendrier indicatif <sup>(**)</sup>
1. Partenariats avec les canaux d'information de l'Union – Diffusion			
- <i>Euronews</i>			
<i>Production et diffusion de programmes sur les affaires européennes et les activités et politiques des institutions de l'Union</i>	6 500 000	Convention-cadre de partenariat en cours	
<i>Diffusion d'Euronews dans des langues de l'Union supplémentaires et sur des plateformes de TNT</i>	7 000 000	Convention-cadre de partenariat en cours	
<i>Euronews en arabe 24/7</i>	5 100 000 <sup>5</sup>	Convention-cadre de partenariat en cours	
2. Réseaux radio et Internet			
- <i>Soutien aux réseaux radio</i>	6 500 000	Appel d'offres > 60 000 EUR (x1)	Sem. 2
- <i>PressEurop</i>	3 200 000	Contrat en cours	
3. Études et données dans le domaine audiovisuel	510 000	Contrat en cours Appel d'offres > 60 000 EUR (x2)	Sem. 1 (x1); sem. 2 (x1)

<sup>5</sup> Estimation – à fonder sur les frais réellement encourus

4. Productions audiovisuelles et projets multimédias	1 400 000	Appel d'offres > 60 000 EUR (x4) ou appel à manifestation d'intérêt < 60 000 EUR (x4)	Sem. 1 (x4)
5. Mesure de l'utilisation par les médias des produits audiovisuels offerts par la Commission européenne.	250 000	Appel d'offres > 60 000 EUR (x1)	Sem. 2 (x1)

(\*) L'estimation du nombre de marchés est mentionnée entre parenthèses.

(\*\*) Sem. 1 = premier semestre; sem. 2 = second semestre.

### 1.1.2.1. Subvention à l'action pour Euronews

L'objectif de la subvention à l'action prévue pour Euronews est l'exécution du partenariat pluriannuel entamé en 2011 avec Euronews pour garantir la couverture à long terme des activités de l'Union sous un éclairage européen.

#### Cadre

La convention-cadre de partenariat pluriannuelle signée avec Euronews en décembre 2010 sera concrétisée par des conventions de subvention spécifiques.

#### Contribution de l'Union

##### 1.1.2.1.1. Production et diffusion de programmes sur les affaires européennes et les activités et politiques des institutions de l'Union

La convention de subvention de fonctionnement spécifique signée en 2011 a pour objet la production de programmes centrés plus particulièrement sur les affaires européennes et les activités et politiques des institutions de l'Union, et la diffusion de ces programmes, parmi d'autres, sur la chaîne Euronews. La DG Communication a l'intention de conclure une nouvelle convention de subvention de fonctionnement spécifique en 2012 pour assurer la continuité des programmes.

- Programmes d'information

Les subventions à l'action prendront la forme de financements à taux forfaitaire selon le type d'élément<sup>6</sup> de programme ou de programme à diffuser:

<b>Élément de programme ou programme</b>	<b>Définition</b>	<b>Financement à taux forfaitaire CE Barème type du coût unitaire (en euros par unité)</b>
Actualités originales	Élément de programme d'une durée maximale de 2 minutes produit par Euronews et exposant des faits sur une question, une histoire ou un événement précis, à intégrer dans un programme.	3 061
Actualités en post-production (Ecully)	Élément de programme d'une durée maximale de 2 minutes dont la post-production est assurée au siège d'Euronews et exposant des faits sur une question, une histoire ou un événement précis, à intégrer dans un programme.	2 055
Actualités en post-production (Bruxelles)	Élément de programme d'une durée maximale de 2 minutes dont la post-production est assurée au studio d'Euronews à Bruxelles et exposant des faits sur une question, une histoire ou un événement précis, à intégrer dans un programme.	1 961

<sup>6</sup> Unité télévisuelle consacrée à une histoire ou un événement précis, à intégrer dans une production plus large.

Entretiens	Entretiens d'une durée de 5 à 10 minutes avec des personnalités.	9 280
Reporter	Magazine d'une durée de 5 à 10 minutes analysant en profondeur l'incidence des politiques de l'Union sur la vie quotidienne des citoyens.	24 946
Revue d'Europe (Europe Review)	Émission d'une durée de 6 à 8 minutes analysant en profondeur les grands titres de la semaine, animée par un présentateur.	6 068
En direct	Diffusion en direct d'événements clés relatifs à l'Union et à ses institutions.	9 774
Édition spéciale	Émission d'une durée de 5 à 15 minutes, incluant des duplex et des entretiens et proposant une analyse en profondeur du titre principal de la semaine politique ou d'une tendance européenne générale qui se dégage de l'actualité quotidienne.	10 219
<i>I Talk</i>	Débat d'une durée de 5 à 10 minutes avec des personnalités européennes, mené par un présentateur.	16 003
<i>U Talk</i>	Émission interactive d'une durée de 2 minutes fondée sur des questions de citoyens.	6 896
<i>The Network</i>	Échanges de vues entre personnalités de renom sur des sujets d'actualité brûlants; durée de l'émission: 3 à 5 minutes.	14 910

Le tableau ci-dessus présente le barème type des coûts unitaires représentant la contribution payable par la CE. Ces taux forfaitaires ont été calculés sur la base d'un montant équivalant à 90,29 % du coût réel de chaque programme établi principalement à partir de l'analyse des données comptables officielles d'Euronews pour 2009. La participation d'Euronews s'élèvera à 9,71 % du coût.

Le montant maximal de la contribution de la CE à cette action pour 2012 a été fixé à 6 500 000 EUR.

– Magazines

Afin que d'autres DG puissent recourir à la convention-cadre de partenariat avec Euronews en fonction de leurs besoins, la DG Communication a établi des barèmes type de coûts unitaires pour un certain nombre de magazines de durées différentes, disponibles isolément ou en série, avec ou sans distribution. Les DG de la Commission pourront conclure des conventions spécifiques de subvention à l'action fondées sur le financement à taux forfaitaire selon le type d'élément<sup>7</sup> de programme ou de programme à diffuser.

<sup>7</sup> Unité télévisuelle consacrée à une histoire ou un événement précis, à intégrer dans une production plus large.

Il y a lieu d'utiliser en 2012 les barèmes type de coûts unitaires suivants, déjà adoptés par la Commission en 2011<sup>8</sup>:

---

<sup>8</sup> Décision de la Commission portant adoption de la décision de financement du programme de travail modifié dans le domaine de la communication pour 2011 [C(2011)3905 du 6.6.2011].

<b>Description du magazine</b>	<b>Diffusion</b>	<b>Prestations incluses</b>	<b>Financement à taux forfaitaire CE Barème type des coûts unitaires (en euros par unité)</b>
Magazine de 26 minutes tourné dans 4 pays (Europe ou monde)	10 fois	Conception (promotion) et distribution	<b>128 840</b>
		Conception uniquement (promotion)	<b>119 059</b>
Magazine de 26 minutes post-produit à partir d'épreuves de tournage liées au sujet	10 fois	Conception (promotion) et distribution	<b>81 230</b>
		Conception uniquement (promotion)	<b>71 685</b>
Séries de 12 minutes – 24 num./an, tournées dans 2 pays (4 monde et 20 Europe)	15 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>1 424 964</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>1 258 461</b>
Séries de 12 minutes – 24 num./an, tournées dans 1 pays (4 monde et 20 Europe)	15 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>1 349 671</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>1 183 821</b>
Magazine de 12 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 2 pays (monde)	15 fois		<b>56 783</b>
Magazine de 12 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 1 pays (monde)	15 fois		<b>53 659</b>
Magazine de 12 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 2 pays (Europe)	15 fois		<b>50 598</b>
Magazine de 12 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 1 pays (Europe)	15 fois		<b>47 495</b>
Séries de 8 minutes – 24 num./an, tournées dans 2 pays (4 monde et 20 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>1 190 067</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>1 024 537</b>
Séries de 8 minutes – 24 num./an, tournées dans 1 pays (4 monde et 20 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et	<b>1 119 549</b>

		distribution	
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>954 838</b>
Magazine de 8 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 2 pays (monde)	20 fois		<b>47 144</b>
Magazine de 8 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 1 pays (monde)	20 fois		<b>44 021</b>
Magazine de 8 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 2 pays (Europe)	20 fois		<b>40 836</b>
Magazine de 8 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 1 pays (Europe)	20 fois		<b>37 980</b>
Séries de 6 minutes – 24 num./an, tournées dans 1 pays (4 monde et 20 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>888 173</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>723 421</b>
Magazine de 6 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 1 pays (monde)	20 fois		<b>33 221</b>
Magazine de 6 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 1 pays (Europe)	20 fois		<b>28 569</b>
Séries de 3 minutes – 24 num./an, tournées dans 1 pays (4 monde et 20 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>671 984</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>503 960</b>
Magazine de 3 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 1 pays (monde)	20 fois		<b>23 763</b>
Magazine de 3 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 1 pays (Europe)	20 fois		<b>19 444</b>

Partant des besoins réels communiqués par une série de DG de la Commission au cours de la première année d'exécution de la convention-cadre de partenariat, la DG Communication a décidé d'établir des barèmes type de coûts unitaires supplémentaires concernant des séries de magazines plus courtes (de 6 ou 10 numéros), et un nouveau format (4 minutes), disponibles isolément ou en séries de 6, 10 ou 24 numéros:

<b>Description du magazine</b>	<b>Diffusion</b>	<b>Prestations incluses</b>	<b>Financement à</b>
--------------------------------	------------------	-----------------------------	----------------------

			<b>taux forfaitaire CE Barème type des coûts unitaires (en euros par unité)</b>
Séries de 12 minutes – 10 num./an, tournées dans 2 pays (2 monde et 8 Europe)	15 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>634 369</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>537 720</b>
Séries de 12 minutes – 10 num./an, tournées dans 1 pays (2 monde et 8 Europe)	15 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>602 843</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>506 569</b>
Séries de 12 minutes – 6 num./an, tournées dans 2 pays (1 monde et 5 Europe)	15 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>387 112</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>329 137</b>
Séries de 12 minutes – 6 num./an, tournées dans 1 pays (1 monde et 5 Europe)	15 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>368 168</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>310 420</b>
Séries de 8 minutes – 10 num./an, tournées dans 2 pays (2 monde et 8 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>536 322</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>440 228</b>
Séries de 8 minutes – 10 num./an, tournées dans 1 pays (2 monde et 8 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>506 664</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>411 043</b>
Séries de 8 minutes – 6 num./an, tournées dans 2 pays (1 monde et 5 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>328 208</b>

		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>270 571</b>
Séries de 8 minutes – 6 num./an, tournées dans 1 pays (1 monde et 5 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>310 426</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>253 075</b>
Séries de 6 minutes – 10 num./an, tournées dans 1 pays (2 monde et 8 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>409 805</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>314 159</b>
Séries de 6 minutes – 6 num./an, tournées dans 1 pays (1 monde et 5 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>252 590</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>195 224</b>
Magazine de 4 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 1 pays (monde)	20 fois		<b>27 939</b>
Magazine de 4 minutes (bande-annonce comprise), tourné dans 1 pays (Europe)	20 fois		<b>23 596</b>
Séries de 4 minutes – 24 num./an, tournées dans 1 pays (4 monde et 20 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>770 186</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>603 103</b>
Séries de 4 minutes – 10 num./an, tournées dans 1 pays (2 monde et 8 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>361 077</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>264 081</b>
Séries de 4 minutes – 6 num./an, tournées dans 1 pays (1 monde et 5 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>223 525</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>165 348</b>

Séries de 3 minutes – 10 num./an, tournées dans 1 pays (2 monde et 8 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>320 416</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>222 870</b>
Séries de 3 minutes – 6 num./an, tournées dans 1 pays (1 monde et 5 Europe)	20 fois	Conception (Lancement / générique / promotion) et distribution	<b>199 149</b>
		Conception uniquement (Lancement/générique/promotion)	<b>140 645</b>

Les tableaux ci-dessus indiquent le barème type des coûts unitaires représentant la contribution prise en charge par la CE. Ces taux forfaitaires ont été calculés sur la base d'un montant pouvant aller jusqu'à 95 % du coût réel de chaque élément de programme (le pourcentage dépendant du temps de diffusion total prévu pour chaque magazine).

Pour exclure, a priori, que cette ou ces subventions donneront lieu à un profit, l'évaluation s'est fondée sur des données antérieures relatives aux recettes d'Euronews. Celles-ci indiquent que le montant des recettes qui pourraient être considérées comme liées à ces actions (ressources générées par les programmes ou éléments de programme en question) est inférieur au cofinancement externe; le calcul respecte donc le principe de non-profit.

#### 1.1.2.1.2. Lancement et diffusion d'Euronews dans des langues de l'Union et sur des plateformes de TNT

Conformément à l'objectif stratégique du renforcement de son soutien à Euronews, la DG Communication a décidé de cofinancer le lancement d'Euronews dans d'autres langues officielles de l'Union<sup>9</sup> et/ou de lancer un service en continu (24/7) dans des langues pour lesquelles la diffusion est actuellement limitée à certains créneaux horaires.

Dans le même esprit, la DG Communication pourrait également cofinancer une présence d'Euronews sur les nouvelles plateformes de TNT qui remplacent progressivement la télévision terrestre analogique dans les États membres de l'Union<sup>10</sup>. Avec l'accélération de cette transition<sup>11</sup> et l'expansion de l'offre de chaînes de TNT, il devient crucial de garantir à Euronews les mêmes possibilités que

<sup>9</sup> À l'heure actuelle, Euronews est diffusé en continu (24/7) dans les langues officielles de l'Union suivantes: DE, EN, ES, FR, IT et PT.

<sup>10</sup> Des informations plus détaillées sur les modalités d'application de cette mesure, ainsi que sur les coûts supportés, seront fournies ultérieurement, dans le programme de travail modifié pour l'année 2012.

<sup>11</sup> Pour la fin de 2011, seize États membres de l'Union n'émettront plus de signal terrestre analogique. Deux États membres de l'Union seulement (la Bulgarie et la Roumanie) n'avaient pas encore lancé de services de TNT en juin 2011.

celles offertes par la TNT aux autres chaînes d'actualités. De plus, les plateformes de TNT nationales pourraient permettre de toucher de nouveaux téléspectateurs, comme ce fut le cas par le passé grâce aux possibilités de télédiffusion obtenues par Euronews auprès des télédiffuseurs nationaux.

- La Commission prévoit la signature de conventions de subvention spécifiques avec Euronews dans les domaines mentionnés ci-dessus à concurrence de 7 000 000 EUR.

### Résultats attendus

Les projets retenus vont permettre d'accroître considérablement le volume et la qualité de l'information consacrée aux affaires européennes. Euronews diffusera davantage d'informations, dans des formats nouveaux et attrayants; la chaîne pourra donc atteindre un plus large public. L'arrivée d'Euronews sur les réseaux de TNT va également étendre la diffusion de la chaîne d'un point de vue technique au moment où la télévision analogique disparaît, et lui permettra d'être présente auprès d'un nombre accru de téléspectateurs dans les États membres de l'Union. Des liens plus étroits pourront ainsi être noués entre les citoyens et les institutions de l'Union européenne.

## **1.2. Ligne budgétaire 16 02 03 INFORMATIONS DESTINÉES AUX MÉDIAS**

### **1.2.1. Interventions financées à partir de cette ligne budgétaire**

Les actions relevant de cette ligne budgétaire ont pour objet de fournir aux publics visés, essentiellement les médias et la presse, des outils leur permettant de mieux comprendre et répercuter les questions d'actualité.

En 2012, les actions principales concerneront:

- l'intensification et la diversification de la production audiovisuelle, centrée majoritairement sur les priorités politiques, ainsi que l'amélioration de la diffusion (c'est-à-dire la publication et la mise à la disposition du public) des productions sur différentes plateformes technologiques;
- la mise en place d'une stratégie de valorisation des productions susmentionnées auprès des professionnels du secteur pour qu'elles bénéficient d'un plus large écho, ce qui passera, entre autres, par une présence aux salons professionnels de l'audiovisuel et une estimation du bénéfice éventuel d'une participation à des salons et festivals grand public;
- la multiplication du nombre de séminaires et formations destinés aux journalistes. À cet effet, le futur contrat-cadre prévoira l'organisation de manifestations destinées à l'information des journalistes et des étudiants en journalisme de dernière année provenant de tous les pays du monde et appartenant à tous les secteurs du journalisme (audio, audiovisuel, presse écrite et en ligne). Il contiendra également des dispositions relatives à la gestion de l'outil web «EU4Journalists.eu»;

- la poursuite du travail actuel visant à faire de la médiathèque la mémoire audiovisuelle de la Commission et le point d'accès, pour les citoyens européens, les médias et les institutions, à l'ensemble de la production de la Commission européenne en matière de communication, y compris aux images, films et enregistrements audio.

### 1.2.2. Mobilisation des crédits disponibles et modes d'exécution.

Les crédits disponibles seront répartis entre les différentes actions et selon les divers modes d'exécution décrits dans le tableau ci-dessous.

#### Crédits d'engagement: 4 950 000 EUR

Ventilation	Budget (en euros)	Mode d'exécution (*)	Calendrier indicatif (**)
1. Couverture des questions d'actualité de l'UE	2 400 000	Contrats en cours	
2. Séminaires de formation pour les journalistes	620 000	Contrats en cours Appel d'offres < 60 000 EUR (x18) Appel d'offres > 60 000 EUR (x1)	Sem. 1(x8); sem. 2 (x10); sem. 2 (x1)
3. Réunions avec les médias	500 000	Contrats en cours	
4. Médiathèque (conservation et mise à la disposition du public de matériel audiovisuel) et développement web Achat d'images de photothèques	1 430 000	Contrats en cours Appel d'offres < 60 000 EUR (x1)	Sem. 1 (x1)

(\*) L'estimation du nombre de marchés est mentionnée entre parenthèses. Certains séminaires de formation pour les journalistes sont organisés localement par les représentations dans les États membres.

(\*\*) Sem. 1 = premier semestre; sem. 2 = second semestre.

#### 1.2.2.1. Subventions consistant en la remise de prix dans le cadre de concours

##### Objectifs

Organisation de salons professionnels, de festivals, etc., dont l'événement central est une remise de prix, ou encore, participation à de tels salons et festivals.

##### Bénéficiaires potentiels

Les professionnels des médias font partie des groupes cibles.

##### Critères d'exclusion

Les critères d'exclusion pertinents définis aux articles 93, 94 et 96 du règlement financier seront appliqués. Il faut en particulier veiller à éviter les conflits d'intérêts entre les lauréats des concours et les membres du jury.

### Critères d'attribution des prix

Conformément à l'article 160 *quinquies* des modalités d'exécution du règlement financier, le règlement de chaque concours déterminera les conditions et critères d'attribution qui lui sont propres, dans le cadre des conditions et critères généraux suivants:

- origine ou thématique européenne de l'œuvre;
- pertinence et intérêt général du projet (notamment au regard des objectifs et du public visé);
- dimension et plus-value européennes du projet;
- effet multiplicateur escompté (répercussions dépassant le public visé);
- consolidation de l'identité européenne ou sensibilisation accrue à la construction et aux politiques de l'Union européenne.

### Montant de la contribution de l'Union

Valeur maximale des prix de 10 000 EUR chacun<sup>12</sup>.

### Résultats attendus

Valorisation et stimulation de l'identité européenne ou des travaux et des réflexions sur la construction ou les politiques de l'Union européenne.

### Procédure d'attribution

Chaque prix fera l'objet d'une décision d'attribution (liste des bénéficiaires et montants retenus) adoptée par l'ordonnateur.

Les prix seront directement remis aux lauréats désignés par le jury.

## **1.3. Ligne budgétaire 16 02 04 EXPLOITATION DE STUDIOS DE RADIODIFFUSION ET DE TÉLÉVISION ET ÉQUIPEMENTS AUDIOVISUELS**

### **1.3.1. Interventions financées à partir de cette ligne budgétaire**

Les actions menées dans ce domaine visent essentiellement à assurer l'exploitation des installations audiovisuelles de la Commission et la location du satellite permettant de fournir aux chaînes de télévision des images et des informations sur les activités de l'Union européenne.

Elles concernent notamment:

---

<sup>12</sup> Les éventuels prix en nature auront une valeur symbolique.

- la poursuite du service d'assistance et d'accueil à l'intention des équipes de télévision qui doivent réaliser des tournages ponctuels à la Commission et des groupes de visiteurs professionnels;
- la location des capacités de transmission par satellite nécessaires pour assurer le service;
- l'achat de fournitures et d'équipements audiovisuels destinés aux studios de radiodiffusion et de télévision.

### **1.3.2. Mobilisation des crédits disponibles et modes d'exécution**

Les crédits disponibles seront répartis entre les différentes actions mentionnées ci-dessus et mobilisés uniquement par passation de marchés.

#### **Crédits d'engagement: 6 755 000 EUR**

<b>Ventilation</b>	<b>Budget (en euros)</b>	<b>Mode d'exécution</b>	<b>Calendrier indicatif</b>
1. Exploitation de studios de radiodiffusion et de télévision et équipements audiovisuels	4 520 000	Contrats en cours	
2. Renouvellement du contrat de services «Satellite»	1 600 000	Contrat en cours	
3. Renouvellement du contrat-cadre de services pour une liaison permanente entre le bâtiment BERL et Luxembourg	135 000	Contrat en cours	
4. Achat d'équipements audio-photo-vidéo	500 000	Contrat en cours	

### **1.4. Ligne budgétaire 16 03 01 RELAIS D'INFORMATION**

#### **1.4.1. Interventions financées à partir de cette ligne budgétaire**

Les actions menées dans ce cadre couvrent les domaines suivants:

##### Centres d'information EUROPE DIRECT

Pour informer les citoyens, la Commission s'appuie sur un ensemble de réseaux (environ 500 centres d'information EUROPE DIRECT) qui fournissent une information décentralisée et de proximité en prenant tout particulièrement en compte les spécificités sociales, culturelles, politiques et économiques locales<sup>13</sup>. Le deuxième mandat du réseau EUROPE DIRECT, d'une durée de quatre ans, a été entamé début 2009. Le mandat pour la période 2009-2012 a amélioré la couverture géographique et la fourniture d'informations sur les priorités politiques ainsi que sur d'autres sujets essentiels pour les citoyens, sur une base multilingue.

<sup>13</sup> Rapport 2010 sur la citoyenneté de l'Union, «Lever les obstacles à l'exercice des droits des citoyens de l'Union» [COM(2010) 603 final du 27 octobre 2010].

Le nouveau système de gestion du réseau EUROPE DIRECT est axé sur la culture du résultat. Priorité est ainsi donnée aux aspects opérationnels, à savoir le contenu des activités et leur efficacité quant au retentissement et aux résultats obtenus, comme l'avait aussi suggéré l'évaluation intermédiaire de la période 2005-2009. Si elle atteint ses objectifs, chaque structure d'accueil hébergeant un centre d'information EUROPE DIRECT a droit à une subvention forfaitaire. Les structures d'accueil des centres ont été sélectionnées en tant que bénéficiaires de ces subventions à l'issue d'appels à propositions gérés par les représentations de la Commission sur la base d'une décision de la Commission européenne adoptée dans le contexte de ses prérogatives institutionnelles. Chaque subvention fera l'objet d'une «convention de subvention à l'action».

Un nouvel appel à propositions sera lancé en 2012 afin de sélectionner les organisations qui accueilleront la nouvelle génération de relais Europe Direct entre 2013 et 2016. Avant le lancement de cet appel, une décision de la Commission définira les critères d'admission, de sélection et d'attribution ainsi que le programme de subventions, anticipant l'adoption du programme annuel pour 2013 en ce qui concerne les subventions destinées au financement des structures d'accueil des centres d'information EUROPE DIRECT pour la période 2013-2016.

La DG Communication finance des services de coordination et de soutien à l'intention de ses réseaux et centres d'information afin de les soutenir et de créer des synergies avec les autres réseaux d'information de la Commission. Il s'agit notamment de séminaires de formation, d'actions de valorisation, de services d'information et de la fourniture de documentation.

#### **1.4.2. Mobilisation des crédits disponibles et modes d'exécution**

Les crédits disponibles seront répartis entre les différentes actions et selon les divers modes d'exécution décrits dans le tableau ci-dessous.

Pour ce qui est des subventions à l'action octroyées aux structures hébergeant des centres d'information EUROPE DIRECT, les modalités d'exécution (critères, calendrier indicatif) sont précisées dans la décision de la Commission relative à l'adoption anticipée du programme de travail annuel dans le domaine de la communication pour 2009 en ce qui concerne les subventions destinées au financement des structures d'accueil des centres d'information EUROPE DIRECT dans l'ensemble de l'Union européenne pour la période 2009-2012<sup>14</sup>.

#### **Crédits d'engagement: 13 750 000 EUR**

<b>Ventilation</b>	<b>Budget (en euros)</b>	<b>Mode d'exécution</b>	<b>Calendrier indicatif (*)</b>
1. Centres d'information EUROPE DIRECT	11 400 000	Conventions de subventions à l'action Appel à propositions	Sem. 1

<sup>14</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption anticipée du programme de travail annuel dans le domaine de la communication pour 2009 en ce qui concerne les subventions destinées au financement des structures d'accueil des centres d'information EUROPE DIRECT dans l'ensemble de l'Union européenne pour la période 2009-2012 [C(2008)3938 du 29 juillet 2008].

2. Activités de formation, de soutien et de coordination dans le cadre du réseau d'information ED	2 350 000	Contrats en cours Appel d'offres ≤ 60 000 EUR	Sem. 1
---	-----------	--	--------

(\*) L'estimation du nombre de marchés est mentionnée entre parenthèses.

(\*\*) Sem. 1 = premier semestre; sem. 2 = second semestre.

## **1.5. Ligne budgétaire 16 03 02 COMMUNICATION DES REPRÉSENTATIONS**

### **1.5.1. Interventions financées à partir de cette ligne budgétaire**

Les crédits de cette ligne budgétaire sont destinés à la réalisation et à l'évaluation d'une politique de communication décentralisée, menée par l'intermédiaire des représentations.

En 2012, ces activités se concentreront sur les priorités politiques qui seront fixées dans le programme de travail de la Commission pour 2012.

Dans ce cadre, les représentations concevront une large palette d'actions et d'outils de communication adaptés aux publics locaux.

Les crédits couvrent également le remboursement des frais de déplacement et des dépenses connexes des personnes invitées à suivre les travaux de la Commission.

- Organisation de manifestations européennes  
Des actions locales de communication seront menées par les représentations dans les États membres. En 2012, elles prendront une multitude de formes, allant de conférences visant un public de faonneurs d'opinion à des animations «ludo-éducatives» (concours, etc.) destinées au grand public.
- Ces actions auront pour objectif principal la diffusion de messages sur les priorités politiques.
- Organisation de séminaires et conférences  
Il s'agit de débats sur des thèmes d'actualité européenne à l'intention du grand public faisant intervenir des parlementaires, des représentants d'autorités nationales, régionales ou locales, des commissaires ainsi que des professionnels des médias ou des faonneurs d'opinion.
- Organisation d'actions de communication directe avec des publics spécifiques  
Les représentations organisent régulièrement des rencontres avec les médias ou avec des publics spécifiques sur des questions précises de l'actualité, ou encore des visites pour de petits groupes, etc.
- Espaces publics européens (*European public spaces*) et centres d'information liés aux représentations
- La Commission gérera le volet logistique des Espaces publics européens pour le compte des deux institutions (Parlement et Commission), y compris les frais de fonctionnement et l'organisation de services externalisés dans les capitales européennes concernées, à savoir Prague, Copenhague, Berlin, Tallinn, Dublin,

Madrid, Rome, Riga, Budapest, La Haye, Vienne, Lisbonne, Bucarest, Helsinki, Stockholm et Londres.

- Matériel promotionnel

### 1.5.2. Mobilisation des crédits disponibles et modes d'exécution

Les crédits disponibles seront répartis entre les différentes actions et selon les divers modes d'exécution décrits dans le tableau ci-dessous.

#### Crédits d'engagement: 8 310 000 EUR

Ventilation	Budget (en euros)	Mode d'exécution <sup>(*)</sup>	Calendrier indicatif <sup>(**)</sup>
1. Débats et événements européens	5 310 000	Appel d'offres ≤ 60 000 EUR (x150) Appel d'offres > 60 000 EUR(x5) Appels à propositions Concours, remises de prix (x7) Contrats en cours	Sem. 1(x100); sem. 2(x50) Sem. 1 (x3); sem. 2 (x2)  Sem. 1 (x3); sem. 2 (x4)
2. Conférences et séminaires organisés par les représentations	1 500 000	Appel d'offres ≤ 60 000 EUR (x105) Appel d'offres > 60 000 EUR(x2) Contrats en cours	Sem. 1 (x44); sem. 2(x61) sem. 2 (x2);
3. Espaces publics européens	1 500 000	Appel d'offres ≤ 60 000 EUR (x56) Appel d'offres > 60 000 EUR (x2) Contrats en cours	Sem. 1 (x25); sem. 2 (x31); sem. 2 (x2)

(\*) Afin d'accroître la notoriété de l'Union, les représentations participent à de très nombreux événements. Si le montant de certains marchés publics dépasse 60 000 EUR, les actions locales de communication se caractérisent par une multitude d'événements locaux engendrant des dépenses inférieures, voire très inférieures, au seuil de 60 000 EUR. L'estimation du nombre de marchés est mentionnée entre parenthèses.

(\*\*) Sem. 1 = premier semestre; sem. 2 = second semestre.

#### 1.5.2.1. Subventions

##### Organisation des appels à propositions

Des appels à propositions seront lancés par les représentations de la Commission européenne. La durée estimée des actions sera de douze mois au maximum.

##### Objectifs

Profiter d'événements particuliers et d'initiatives nationales ou régionales associant des acteurs et façonneurs d'opinion de la société civile pour mieux faire connaître au grand public les activités de la Commission, en particulier dans le cadre des priorités politiques.

##### Critères d'admission

Des organisations de la société civile s'intéressant activement aux enjeux européens.

##### Critères de sélection

Les demandeurs devront prouver qu'ils ont la capacité financière, technique et opérationnelle de mener à bien le projet, qu'ils disposent de sources de financement

stables et suffisantes pour maintenir l'activité tout au long de sa réalisation et de la durée du financement, et ils devront fournir la preuve de leur apport financier propre. Les demandeurs devront également pouvoir apporter la preuve que leurs compétences, qualifications ou expériences professionnelles sont adaptées au projet proposé.

#### Critère d'attribution des subventions

- pertinence et intérêt général du projet (notamment au regard des objectifs et du public visé);
- dimension et plus-value européennes du projet;
- effet multiplicateur escompté (répercussions dépassant le public visé);
- retentissement du projet (rayonnement/publicité).
- cohérence entre la conception globale du projet et les priorités politiques;
- qualité du programme et de la méthode de travail.

#### Montant de la contribution de l'Union

Le plafond de la subvention est de 80 % des coûts éligibles par action.

#### Résultats attendus

Les projets retenus devraient contribuer à rapprocher les citoyens des institutions de l'Union, notamment en leur faisant mieux connaître le rôle et l'action de l'Union.

#### Concrétisation

Chaque subvention fera l'objet d'une convention de subvention à l'action.

### **1.5.2.2. Subventions consistant en la remise de prix dans le cadre de concours**

#### Objectifs

Organisation d'événements centrés sur des concours et participation à ces événements.

#### Bénéficiaires potentiels

Le groupe visé se compose principalement de personnes physiques, mais il pourrait inclure des organisations de la société civile (ONG, associations, etc.).

#### Critères d'exclusion

Les critères d'exclusion pertinents définis aux articles 93, 94 et 96 du règlement financier seront appliqués. Il faut en particulier veiller à éviter les conflits d'intérêts entre les lauréats des concours et les membres du jury.

#### Critères d'attribution des prix

Conformément à l'article 160 *quinquies* des modalités d'exécution du règlement financier, le règlement de chaque concours déterminera les conditions et critères d'attribution qui lui sont propres, ainsi que le montant des prix, dans le cadre des conditions suivantes:

- connaissance des questions européennes;
- pertinence et intérêt général du projet (notamment au regard des objectifs et du public visé);
- dimension et plus-value européennes du projet;
- effet multiplicateur escompté (répercussions dépassant le public visé);
- sensibilisation accrue à la construction et aux politiques de l'Union.

#### Montant de la contribution de l'Union

Valeur maximale des prix de 10 000 EUR chacun<sup>15</sup>.

#### Résultats attendus

Valorisation et stimulation des travaux et des réflexions sur la construction communautaire ou les politiques européennes.

#### Procédure d'attribution

Chaque subvention fera l'objet d'une décision de subvention (liste des bénéficiaires et montants retenus) adoptée par l'ordonnateur.

Les prix seront directement remis aux lauréats désignés par le jury.

### **1.6. Ligne budgétaire 16 03 04 COMMUNIQUER SUR L'EUROPE EN PARTENARIAT**

#### **1.6.1. Interventions financées à partir de cette ligne budgétaire**

Les actions financées à partir de cette ligne budgétaire correspondent à l'exécution de la déclaration politique du 22 octobre 2008 signée par le Parlement européen, le Conseil et la Commission. Elles visent avant tout à concrétiser, dans un cadre interinstitutionnel, les priorités politiques convenues entre les institutions, principalement grâce à la généralisation de partenariats de gestion dans l'ensemble des États membres concernés.

Ces activités de communication couvriront également une série de manifestations thématiques liées aux priorités politiques adoptées, organisées soit à l'initiative des représentations, pour alimenter le débat avec les citoyens au niveau local, soit à l'initiative de la DG Communication, pour engager des actions d'intérêt général européen telles que de nouveaux projets pour les écoles.

---

<sup>15</sup> Les éventuels prix en nature auront une valeur symbolique.

Les crédits couvrent également le remboursement des frais de déplacement et des dépenses connexes des personnes invitées à suivre les travaux de la Commission.

### **1.6.2. Mobilisation des crédits disponibles et modes d'exécution**

Les crédits disponibles seront répartis entre les différentes actions et selon les divers modes d'exécution décrits dans le tableau ci-dessous.

#### **Crédits d'engagement: 12 700 000 EUR**

<b>Ventilation</b>	<b>Budget (en euros)</b>	<b>Mode d'exécution<sup>(*)</sup></b>	<b>Calendrier indicatif<sup>(**)</sup></b>
Actions de communication liées aux priorités politiques – représentations	2 500 000	Appel d'offres ≤ 60 000 EUR (x60) Appel d'offres > 60 000 EUR (x6) Appel à propositions	Sem. 1 (x25); sem. 2 (x35); Sem. 1 (x2); sem. 2 (x4)
Actions de communication liées aux priorités politiques – Sièges	2 000 000	Appel d'offres >60 000 EUR (x4) Contrats en cours	Sem. 1 (x4)
3. Partenariats de gestion	8 200 000		

(\*) Afin d'accroître la notoriété de l'Union, les représentations participent à de très nombreuses actions de communication. Si le montant de certains marchés publics dépasse 60 000 EUR, les actions dans les États membres se caractérisent par une multitude d'événements locaux engendrant des dépenses inférieures, voire très inférieures, au seuil de 60 000 EUR.

(\*\*) Sem. 1 = premier semestre; sem. 2 = second semestre.

#### **1.6.2.1. Mise à disposition de fonds pour des subventions et des marchés dans le cadre de partenariats de gestion avec des autorités publiques dans les États membres**

Une partie des dépenses imputées à cette ligne budgétaire découle de la mise en place de partenariats de gestion avec des autorités publiques nationales ou régionales. Dans le cadre de chaque partenariat, un plan de communication est adopté d'un commun accord entre l'État membre, le Parlement européen et la Commission.

Ces partenariats font l'objet d'une gestion centralisée indirecte, conformément aux dispositions des articles 54 et 56 du règlement financier et des articles 35, 38, 39 et 41 de ses modalités d'exécution. La Commission a établi le cadre juridique de cette délégation de ses pouvoirs d'exécution dans sa décision C(2004) 4841 du 15 décembre 2004<sup>16</sup>. L'opération est conduite par une cellule de coordination réunissant les autorités publiques chargées de l'information sur des sujets d'intérêt européen, le Parlement européen et la Commission. Les actions sont menées par un organisme intermédiaire, proposé par l'État membre et agréé par la Commission<sup>17</sup>.

<sup>16</sup> Décision C(2004) 4841 de la Commission du 15 décembre 2004 relative à l'établissement du cadre juridique pour les partenariats de gestion et les conventions de cofinancement conclus avec les États membres concernant des actions d'information et de communication telles que les actions d'information prioritaires dans le cadre du programme PRINCE et des crédits opérationnels «Presse et communication».

<sup>17</sup> Le choix des délégataires pour la gestion de fonds publics de l'Union est effectué après vérification des critères fixés à l'article 56, paragraphe 1, du règlement financier, conformément à la décision C(2004) 4841. Ces délégataires sont désignés par la Commission par une procédure écrite séparée.

Cet organisme intermédiaire est lié à la Commission par une convention de délégation, d'une durée maximale de quatre ans, et par des conventions de mise à disposition de fonds dont la durée et le montant maximaux sont définis en fonction des actions à entreprendre. Les délégataires de tâches d'exécution budgétaires, qui ont signé des conventions de mise à disposition des fonds de l'UE, respectent les critères prévus à l'article 56, paragraphe 1, du règlement financier.

La DG Communication voudrait privilégier l'essor de cet outil en 2012 en proposant la signature d'une telle convention de délégation à tous les États membres intéressés. Les montants indicatifs pour chaque partenariat de gestion actuellement prévus pour 2012 sont repris dans le tableau ci-dessous.

<b>État membre</b>	<b>Montant indicatif (en euros)</b>
Autriche	350 000
Belgique	350 000
Estonie	250 000
Finlande	350 000
France	850 000
Allemagne	1 000 000
Grèce	350 000
Hongrie	350 000
Italie	850 000
Lettonie	250 000
Lituanie	250 000
Malte	250 000
Pologne	600 000
Portugal	500 000
Slovénie	350 000
Slovaquie	350 000
Espagne	600 000
Suède	350 000
<b>TOTAL</b>	<b>8 200 000</b>

### Objectifs

Mettre les moyens des institutions européennes et de leurs interlocuteurs nationaux au service d'une stratégie concertée visant à fournir aux citoyens des informations cohérentes et appropriées sur le rôle et les réalisations de l'Union, tout en mettant à profit l'expérience et des canaux d'information privilégiés des autorités publiques nationales, régionales ou locales.

### Bénéficiaires potentiels du financement

Les contractants et les bénéficiaires de subventions sélectionnés par l'organisme intermédiaire au terme des procédures d'attribution appropriées.

Critères de sélection des actions à mener (cellule de coordination) et critères d'attribution des subventions (organisme intermédiaire)

- pertinence et intérêt général du projet (notamment au regard des objectifs et du public visé);
- dimension et plus-value européennes du projet;
- effet multiplicateur escompté (répercussions dépassant le public visé);
- retentissement du projet (rayonnement/publicité).

Critères d'attribution des marchés (organisme intermédiaire)

- soit le prix le plus bas;
- soit l'offre la plus avantageuse économiquement (meilleur rapport entre le coût et la qualité).

Montant de la contribution de l'Union

Les actions menées par l'organisme intermédiaire dans le cadre de la gestion centralisée indirecte seront financées par les crédits de l'Union mis à sa disposition.

- Les marchés feront l'objet d'un financement intégral.
- Les subventions feront l'objet d'un cofinancement variable, en fonction des conventions que l'organisme intermédiaire aura signées avec les bénéficiaires, sur la base du mandat reçu de la cellule de coordination. Ces subventions ne généreront pas de profit pour ces bénéficiaires et respecteront le principe de non-rétroactivité pour la prise en charge des coûts éligibles.

Résultats attendus

Les projets retenus devraient contribuer à une meilleure perception par les citoyens du rôle et de l'action de l'Union. Le recours au partenariat de gestion devrait plus particulièrement permettre de rapprocher les messages des attentes et de la sensibilité du public visé.

**1.6.2.2. Subventions**

Organisation des appels à propositions

Des appels à propositions seront lancés par les représentations dans les États membres. La durée estimée des actions ne pourra excéder un an.

Objectifs des appels à propositions

- a) Apporter un soutien financier à des initiatives locales de façon à:

- encourager la participation du grand public et, en particulier, des femmes et des jeunes, aux débats sur l'Europe, notamment sur les thèmes retenus comme priorités politiques;
  - recueillir leur opinion sur une base extensive et hautement qualitative;
  - apporter une analyse des contributions citoyennes dont pourraient tirer parti les décideurs;
- b) apporter un soutien financier à des initiatives locales ayant pour but de communiquer avec les jeunes sur l'Europe.

#### Critères d'admission

- a) Organisations à but non lucratif disposant de la personnalité juridique, enregistrées dans l'un des pays de l'Union et indépendantes des autorités publiques.
- b) Propriétaires et gestionnaires de sites web destinés aux jeunes et fréquemment visités par le public cible.

#### Critères de sélection

Les demandeurs devront prouver qu'ils ont la capacité financière, technique et opérationnelle de mener à bien le projet, qu'ils disposent de sources de financement stables et suffisantes pour maintenir l'activité tout au long de sa réalisation et de la durée du financement, et ils devront fournir la preuve de leur apport financier propre. Les demandeurs devront également pouvoir apporter la preuve que leurs compétences, qualifications ou expériences professionnelles sont adaptées au projet proposé.

#### Critère d'attribution des subventions

Les projets recevables seront évalués en fonction:

- a)
- de la cohérence entre la conception globale du projet et les objectifs des appels à propositions;
  - de la qualité du programme et de la méthode de travail;
  - de la dynamique de la mise en réseau et de la mise en place de partenariats de coopération;
  - de la capacité du projet à mobiliser les citoyens;
  - de l'effet multiplicateur probable, calculé en fonction des mesures proposées pour faire connaître le projet et ses résultats;
  - du système de retour d'information vers les décideurs européens;
  - du mécanisme d'évaluation des objectifs poursuivis par le projet;

b)

- de la pertinence et de l'intérêt général du projet (notamment au regard des objectifs et du public visé);
- de la dimension et de la plus-value européennes du projet;
- de l'effet multiplicateur escompté;
- du retentissement du projet (rayonnement/publicité);
- de la qualité du programme et de la méthode de travail.

#### Montant de la contribution de l'Union

Le plafond de la subvention est de 80 % des coûts éligibles par action.

#### Résultats attendus

a) Les projets retenus devront contribuer, par l'intermédiaire d'un dialogue renforcé – notamment en faisant mieux connaître le rôle et l'action de l'Union – à un rapprochement entre les citoyens et les institutions de l'Union.

b) Les projets retenus devront contribuer à rapprocher les jeunes des institutions de l'Union, notamment en leur faisant mieux connaître le rôle et l'action de l'Union.

#### Concrétisation

Chaque subvention sera couverte par une convention de subvention.

### **1.7. Ligne budgétaire 16 04 01 ANALYSE DE L'OPINION PUBLIQUE**

#### **1.7.1. Interventions financées à partir de cette ligne budgétaire**

Les crédits de cette ligne sont destinés à couvrir l'analyse des tendances de l'opinion publique effectuée grâce aux sondages Eurobaromètre réalisés dans les 27 États membres et dans les pays candidats. Il s'agit aussi bien d'études génériques ou ad hoc sur des thématiques ou des groupes visés que d'analyses qualitatives. Des sondages ponctuels sont également effectués au niveau local à l'initiative des représentations.

Des analyses quantitatives et qualitatives seront réalisées dans une sélection d'États membres, l'objectif étant de déterminer l'écho donné aux priorités politiques de la Commission dans tous les types de médias (presse écrite, médias en ligne et secteur audiovisuel). Les résultats seront présentés aux hauts responsables des services de la Commission, sur un espace d'information interactif et dans des rapports mensuels ou ponctuels.

#### **1.7.2. Mobilisation des crédits disponibles et modes d'exécution**

Les différentes actions sont exécutées après passation de marchés.

## Crédits d'engagement: 6 150 000 EUR

Ventilation	Budget (en euros)	Mode d'exécution <sup>(*)</sup>	Calendrier indicatif <sup>(**)</sup>
Eurobaromètre	4 850 000	Contrats en cours  Appel d'offres > 60 000 EUR (x1)	Sem. 2 (x1)
Analyse qualitative de suivi des médias	1 300 000	Contrats en cours	

(\*) L'estimation du nombre de marchés mentionnée entre parenthèses fait référence aux sondages et études organisés soit de façon centralisée, soit par les 27 représentations de la Commission dans les États membres.

(\*\*) Sem. 1 = premier semestre; sem. 2 = second semestre.

### 1.8. Ligne budgétaire 16 04 02 01 OUTILS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION EN LIGNE ET ÉCRITE

#### 1.8.1. Interventions financées à partir de cette ligne budgétaire

Les actions déployées dans ce cadre comprennent:

- le fonctionnement et le renforcement du centre de contact EUROPE DIRECT (EDCC), qui est accessible gratuitement à tout citoyen et qui fournit des informations en réponse à toute question relative à l'Union européenne. Un appel d'offres sera organisé en vue de conclure un contrat pour la réalisation d'un contrôle de qualité externe du service EDCC à intervalles réguliers<sup>18</sup>;
- le fonctionnement (structure, conception, fonctionnalités et tâches éditoriales) des parties du site web EUROPA consacrées à la Commission et à l'Union européenne, dont la DG Communication est responsable, y compris l'alimentation et la mise à jour des pages web respectives du président de la Commission et du commissaire chargé de la communication et d'autres sites prioritaires et d'actualité, ainsi que l'appui aux sites des représentations;
- le fonctionnement des sites web des représentations et de leurs publications électroniques.

#### 1.8.2. Mobilisation des crédits disponibles et modes d'exécution

Les crédits disponibles seront répartis entre les différentes actions mentionnées dans le tableau ci-dessous.

---

<sup>18</sup> La possibilité de lancer, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2012, une initiative citoyenne européenne pourrait avoir une incidence sur le nombre de questions posées au centre.

## Crédits d'engagement: 14 380 000 EUR

Ventilation	Budget (en euros)	Mode d'exécution <sup>(*)</sup>	Calendrier indicatif <sup>(**)</sup>
1. Centre de contact EUROPE DIRECT	4 300 000	Contrat en cours Appel d'offres ≤ 60 000 EUR (x1)	Sem. 2 (x1)
2. Site web EUROPA	4 670 000	Contrats en cours Appel à manifestation d'intérêt en cours <sup>19</sup> Appel d'offres > 60 000 EUR (x2)	Sem. 1 (x2)
3. Sites web et publications et bulletins d'information électroniques et papier des représentations	5 410 000	Appel d'offres ≤ 60 000 EUR (x62) <sup>20</sup> Appel d'offres > 60 000 EUR(x5) Contrats en cours	Sem. 1 (x35); sem. 2 (x27); sem. 1 (x2);sem. 2 (x3)

(\*) L'estimation du nombre de marchés est mentionnée entre parenthèses.

(\*\*) Sem. 1 = premier semestre; sem. 2 = second semestre.

### 1.9. Ligne budgétaire 16 04 04 PUBLICATIONS ÉCRITES D'UTILITÉ GÉNÉRALE

#### 1.9.1. Interventions financées à partir de cette ligne budgétaire

Conformément à la politique générale de la Commission en faveur d'une réduction de la part de publications écrites, la DG Communication va réduire le nombre de ses publications imprimées d'au moins 30 %.

Ces crédits sont destinés à couvrir les dépenses relatives à la production, sur tous supports, de publications sur des grandes questions d'actualité en rapport avec les activités de la Commission et les travaux de l'Union européenne et sélectionnées dans le cadre du programme prioritaire des publications. Ils couvrent aussi les publications prévues par les traités ainsi que d'autres publications institutionnelles ou de référence. Ces publications s'adressent au corps enseignant, aux guides d'opinion et au grand public.

#### 1.9.2. Mobilisation des crédits disponibles et modes d'exécution

Les crédits disponibles seront utilisés pour l'élaboration et la diffusion de ces publications.

<sup>19</sup> L'appel à manifestation d'intérêt en cours vise à sélectionner, pour des missions de courte durée, des consultants dans le domaine de l'internet et des technologies de l'information et de la communication, qui fourniront des conseils notamment sur les pages existantes et les pages à créer, et assureront des formations.

<sup>20</sup> Chacune des 27 représentations de la Commission dans les États membres dispose de son propre site web dans la ou les langues nationales. Parallèlement, les 27 représentations et les 9 antennes offrent au public des publications électroniques sur des thèmes européens adaptés aux intérêts et préoccupations des pays concernés. Ces circonstances justifient le nombre de marchés inférieurs à 60 000 EUR.

## Crédits d'engagement: 2 700 000 EUR

Ventilation	Budget (en euros)	Mode d'exécution <sup>(*)</sup>	Calendrier indicatif <sup>(**)</sup>
Publications écrites d'intérêt général (marchés de services et de fournitures)	1 820 000	Contrats en cours Appel d'offres > 60 000 EUR (x1)	Sem. 1 (x1)
Bulletin/rapport général	880 000	Contrats en cours	

(\*) L'estimation du nombre de marchés est mentionnée entre parenthèses.

(\*\*) Sem. 1 = premier semestre; sem. 2 = second semestre.

Les dépenses envisagées seront effectuées par l'intermédiaire de contrats-cadres existants, notamment ceux conclus par l'Office des publications de l'Union européenne.

### 1.10. Ligne budgétaire 16 05 02 SERVICE «VISITES»

#### 1.10.1. Interventions financées à partir de cette ligne budgétaire

Les «visites d'information à la Commission», à la fois instrument de communication et de citoyenneté, ont fait la preuve de leur efficacité. Une visite de la Commission est pour les citoyens une occasion unique de récolter des informations de première main sur le fonctionnement, les méthodes de travail et les processus décisionnels des institutions de l'Union, et en particulier de la Commission. Des programmes sur mesure sont proposés aux groupes; contrairement aux programmes types, ils sont adaptés aux centres d'intérêt particuliers des visiteurs et leur offrent une valeur ajoutée par rapport aux visites d'autres institutions.

Trois types de visites seront financés à partir de cette ligne budgétaire:

- des visites prioritaires, organisées en accord avec les représentations de la Commission dans les États membres conformément aux priorités politiques nationales et européennes définies dans le programme législatif et de travail annuel de la Commission. Elles sont destinées aux multiplicateurs d'opinion (journalistes et représentants des médias, parlementaires nationaux et régionaux et autres décideurs de haut niveau);
- des visites d'information générale organisées à la demande spontanée de groupes d'au moins quinze participants;
- des visites d'écoles.

#### 1.10.2. Mobilisation des crédits disponibles et modes d'exécution

Les crédits disponibles serviront à l'organisation et à la réalisation intégrale des différents programmes de visite et couvriront, le cas échéant, les coûts de déplacement et de logement, les repas, les rafraîchissements, les transports sur place, les honoraires d'orateurs externes et l'équipe pédagogique du programme «Visites d'écoles».

Un appel d'offres lancé en 2011 en vue de sélectionner l'équipe pédagogique du programme «Visites d'écoles» débouchera sur la réalisation intégrale de ce programme en septembre 2012. Cette étape fait suite à la clôture du projet pilote mené avec succès au cours du premier semestre de 2011.

L'appel d'offres «Gestion et mise à disposition d'orateurs externes» publié en septembre 2011 permettra d'assurer la continuité de ce service à l'expiration du contrat actuel, en février 2012.

**Crédits d'engagement: 2 970 000 EUR**

<b>Ventilation</b>	<b>Budget (en euros)</b>	<b>Mode d'exécution<sup>(*)</sup></b>	<b>Calendrier indicatif<sup>(**)</sup></b>
1. Visites de la Commission	2 470 000	Appel d'offres Contrat en cours	Sem. 1
2. Accueil des écoles à la Commission	500 000	Appel d'offres (x1) Contrat en cours	Sem. 1 (x1)

(\*) L'estimation du nombre de marchés est mentionnée entre parenthèses.

(\*\*) Sem. 1 = premier semestre; sem. 2 = second semestre.